

La Crise de Suez et les motivations françaises de l'opération anglo-franco-israélienne. Deuxième partie.

Antoine FRAYSSE

Department of Foreign Languages, Aichi University of Education, Kariya, Aichi 448-8542, Japan.

Dans cette deuxième partie, seront traitées les motivations britanniques et françaises de leur action commune contre Nasser.

Dans une troisième partie, sera traité le déroulement de cette action commune.

Le 26 juillet 1956, par la voix de son président Gamal Abdel Nasser, le gouvernement égyptien annonce la nationalisation de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez. Celle-ci étant une entreprise française dont le principal actionnaire important (44% du capital) est le gouvernement britannique, les réactions à sa nationalisation ne se font attendre ni à Paris ni à Londres. Il faut faire front à l'outrage et ne pas le laisser impuni! Dans les assemblées parlementaires, unanimement, ce ne sont que propos enflammés et vengeurs. A Londres, le chef de l'opposition soutient ainsi le premier ministre conservateur Anthony Eden: "Ce que fait Nasser (. . .), c'est la reproduction des agissements de Mussolini et de Hitler avant la guerre."⁽¹⁾ A Paris, le président du conseil Guy Mollet s'exprime ainsi devant les députés approuvateurs: "Devant cette violation grossière de la morale internationale (. . .), une riposte énergique et sévère s'impose." Elle devra "prendre la forme d'une action conjointe de la part des Alliés occidentaux."⁽¹⁾ Et le député Soustelle d'ajouter: "Il s'agit du défi insolent lancé au monde par un dictateur qui, de plus en plus, s'engage sur la voie marquée avant la Deuxième Guerre mondiale par Hitler dont il reprend jusqu'aux procédés, jusqu'au langage, jusqu'à l'odieux antisémitisme . . ."⁽¹⁾ On remarque que l'analogie Nasser = Hitler est utilisée des deux côtés de la Manche, ce n'est pas un effet du hasard, et nous reviendrons plus tard sur ce point.

Si l'on replace le coup de force de Nasser dans son contexte international, Britanniques et Français concluent que si ce coup de force n'est pas immédiatement contré, il confère à Nasser un immense prestige non seulement en Egypte même où la crédibilité du régime se trouve renforcée, mais aussi dans les autres pays arabes où l'exemple de Nasser peut rapidement stimuler des actions hostiles aux Occidentaux. Ce sont ces conséquences politiques et stratégiques qui inquiètent les deux puissances, plus encore que la perte des revenus du Canal.

Les motivations britanniques.

Pour le gouvernement britannique, un succès de Nasser dans cette affaire risquerait de lui faire perdre l'influence qu'il conserve encore à cette époque sur l'Irak et la Jordanie. D'autre part, il y a le rôle économique et stratégique très important joué par le Canal: en 1955, 35% du nombre total de bateaux ayant transité par Suez (15000) sont de nationalité britannique et les deux tiers du trafic total sont constitués de pétroliers. L'approvisionnement régulier en pétrole d'une bonne partie de l'Europe dépend donc du bon fonctionnement du Canal. Dans une moindre mesure qu'au temps de l'Empire certes, le Canal demeure une ligne de vie importante pour la Grande-Bretagne.

Anthony Eden est tout à fait conscient du problème posé par le contrôle du Canal car c'est lui-même qui avait négocié en 1954 avec Nasser le retrait des 80000 militaires britanniques stationnés là, alors qu'il était ministre de Churchill. Il s'était fait violemment critiquer par la droite du parti conservateur qui l'accusait d'abandonner le contrôle stratégique du canal à Nasser. Cette concession faite à Nasser à l'époque se justifiait parce qu'Eden pensait que l'Egypte accepterait d'adhérer au Pacte de Bagdad, devenant ainsi une alliée

privilegiée. Il en fut tout autrement et bien pis encore car Nasser affirmait sa volonté de rassembler autour de lui, dans une perspective d'union panarabe, tous les pays désirant s'affranchir des derniers restants de colonialisme, relayé dans sa tâche par la "Voix des Arabes" qui n'avait de cesse de dénoncer l'impérialisme britannique et ses alliés tels que l'Irak et la Jordanie. D'allié potentiel, Nasser est rapidement devenu le pire ennemi. A partir du renvoi de Glubb Pacha par le roi Hussein de Jordanie en mars 1956, qu'Eden considère comme un coup monté par le colonel égyptien, le Premier ministre est convaincu que Nasser est un Mussolini qui veut devenir un "César maître du monde, du golfe persique à l'Atlantique, et nous jeter tous dehors".⁽²⁾ Anthony Eden, qui s'est opposé en 1938 aux accords de Munich et qui a toujours déploré la faiblesse des démocraties devant les dictateurs, ne va donc pas s'incliner devant cet aventurier. Aussi il est convaincu que ce coup de force doit être sévèrement réprimé et Nasser et son gouvernement remplacés par des hommes plus modérés, tous les moyens devant être mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

Les motivations françaises.

La France paraît moins directement impliquée dans les affaires du Moyen-Orient et dans cette affaire-ci uniquement parce que la Compagnie maritime du Canal de Suez est française, mais on va voir que la détermination du gouvernement français à riposter énergiquement au coup de force est au moins aussi forte qu'en Grande-Bretagne.

Depuis janvier 1956, un gouvernement de "front républicain" est en place. Il est présidé par le socialiste Guy Mollet, ancien résistant, pour qui l'Égypte présente immanquablement la regrettable image, comme certains pays d'Amérique du Sud, d'un pays qui a servi de refuge au lendemain de la guerre à de nombreux Nazis et où le régime du colonel Nasser continue d'en employer dans ses services de police et de propagande. Le fait que le mouvement des "officiers libres" qui a renversé le roi Farouk en 1952 regroupe des individus souvent liés à des organisations pro-fascistes et pro-nazies de l'avant-guerre n'est pas fait non plus pour faire remonter le régime égyptien dans son estime. Enfin, Guy Mollet a pris le temps de lire l'essai que Nasser a publié en 1954, *La Philosophie de la Révolution*, et est profondément choqué par la volonté de Nasser de détruire Israël. Sa sensibilité et ses convictions de résistant et de socialiste lui interdisent toute sympathie pour le président égyptien, d'autant plus qu'Israël est alors un état socialiste qui, à ses yeux comme à ceux de nombreux socialistes français, est le symbole de la démocratie et du socialisme. Pour Guy Mollet aussi, Nasser = Hitler. La nationalisation du Canal, elle aussi annoncée dans *La Philosophie de la Révolution*, étant accomplie maintenant, le développement suivant sera l'attaque de l'Égypte contre Israël, c'est évident. Car, tout comme Hitler dans *Mein Kampf*, avec le même cynisme et la même arrogance, Nasser a présenté son funeste dessein dans *La Philosophie de la Révolution*. Ne pas comprendre cela, c'est retomber dans les errements dramatiques de l'avant-guerre, quand la France et la Grande-Bretagne avaient cru apaiser Hitler à force de concessions. Ces faiblesses ont coûté des millions de vies humaines et les répéter serait un crime. Pas question de se plier à un nouveau Munich! (en France aussi le syndrome de Munich est bien vivant) Il faut donc mettre rapidement un terme aux agissements du dictateur égyptien.

Pour les deux ministres suivants, les raisons d'une action contre Nasser sont différentes. Il s'agit du ministre radical-socialiste de la Défense nationale Maurice Bourgès-Maunoury, et du socialiste ministre-résident et Gouverneur général de l'Algérie Robert Lacoste, tous deux anciens résistants aussi. Pour eux, les difficultés croissantes rencontrées par le gouvernement en Algérie sont causées par le soutien de l'Égypte à la lutte des mouvements de libération. Si ces mouvements étaient privés de ce soutien, la situation en Algérie redeviendrait contrôlable.

Sur la scène internationale, le rôle de Nasser est effectivement très important car c'est à partir de son arrivée au pouvoir en 1954 que les réfugiés algériens au Caire du CRUA-FLN (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action devenu Front de Libération Nationale en novembre 1954) recevront un traitement capable de faire connaître leurs revendications au monde extérieur. Nasser leur ouvre les portes de la Ligue Arabe, du Congrès Islamique puis celles du 1^{er} Congrès des Syndicats Arabes en avril 1956. Les objectifs de ce congrès sont la lutte contre le sionisme, l'achat d'armes, l'appui des luttes des peuples d'Afrique du Nord pour l'indépendance, le boycott de la France. Chacune de ces assemblées évoque le sort des Algériens, rend publique

leur lutte que soutient l'ensemble du monde musulman. Lors de la Conférence de Bandoung en 1955, grâce à l'entremise de Nasser, les représentants du FLN obtiennent leur premier grand succès diplomatique en faisant reconnaître par la Conférence la légitimité de la lutte du peuple algérien. La reconnaissance internationale du FLN atteint enfin le sommet lorsque l'ONU inscrit la question algérienne à son ordre du jour en novembre 1955. Toute cette publicité ne fait évidemment pas l'affaire du gouvernement français qui s'acharne à entretenir un strict contrôle de l'information sur tout ce qui concerne l'Algérie et constitue le fondement du ressentiment des dirigeants français à l'encontre de Nasser.

Sur le plan du soutien égyptien aux activités clandestines en Algérie même, il faut noter que l'effort de propagande radiophonique de la "Voix des Arabes" est intensifié à partir de juillet 1954 avec une émission quotidienne d'une heure consacrée au seul "combat du Maghreb". Le message de cette propagande étant la célébration de l'unité de la Nation arabe et de "l'aide que les Arabes libres apportent à leurs frères arabes encore sous le joug de l'impérialisme . . ." car "Les Arabes du monde entier ont compris que la liberté de l'Algérie est la liberté de leur pays".

Les services de renseignements militaires français suivent de près l'évolution de la situation militaire et politique et ont même fait connaître à la presse⁽³⁾ l'arrestation le 26 février 1955 d'un Marocain présenté comme l'un des promoteurs de la rébellion algérienne. Cet officier et militant nationaliste avait formé au Caire des "commandos maghrébins" et révélé le rôle décisif des autorités égyptiennes. Dans les derniers mois de 1955, les rapports civils et militaires font tous état d'une aggravation de la situation militaire. Selon ces rapports, les effectifs armés et organisés des rebelles ont doublé entre août et décembre 1955 pour atteindre le chiffre de 5000 combattants. Un an plus tard, le commandement militaire caractérise ainsi la situation militaire: intensification de l'effort d'armement de l'ALN (Armée de Libération Nationale), augmentation des effectifs, extension de la rébellion à de nouvelles zones, transformation des bandes armées en armée régulière, terrorisme actif, désertions massives de tirailleurs algériens.⁽⁴⁾ Le nombre des "exactions" de l'ALN (actions militaires, attentats contre les personnes et les biens, actes de terrorisme) vont quintupler en 1956, atteignant environ 30000 contre 6300 en 1955.⁽⁴⁾ On craint aussi l'ouverture de nouveaux fronts du côté du Maroc et de la Tunisie.⁽⁴⁾ Enfin les apports extérieurs d'armes à l'ALN, après avoir été de 200 à 300 par mois de septembre 1955 à avril 1956, seraient passés à 1000 de mai à octobre 1956. Cette évaluation est portée à 1300 dans un rapport postérieur qui fixe à 1400 la moyenne mensuelle en novembre et décembre.⁽⁴⁾ Enfin le 16 octobre 1956 la marine française arraisonne au large d'Oran le cargo "Athos" transportant 70 tonnes d'armement d'origine égyptienne à destination de l'ALN, démontrant ainsi le rôle de l'Egypte.

Il est tout à fait possible que les chiffres ci-dessus aient été exagérés, procédant d'une campagne d'intoxication visant à convaincre l'opinion publique que l'avenir du mouvement de libération de l'Algérie dépendrait de l'attitude qu'allait prendre le gouvernement français vis à vis de Nasser. C'est en tout cas la thèse soutenue par Henri Azeau dans son ouvrage sur l'affaire de Suez.⁽⁵⁾ Toujours est-il que s'il y a eu une campagne d'intoxication, elle a été efficace. Selon un sondage d'opinion réalisé du 28 août au 4 septembre 1956, 73% des 1118 Français interrogés croient que "l'Egypte a joué un rôle important dans la rébellion algérienne". L'affaire de Suez aura en conséquence "une répercussion très importante" sur la situation algérienne pour 58% des Français et de "moyenne importance" pour 16%.⁽⁶⁾

D'autre part, les militaires français établissent un lien entre l'Egypte qui vient de s'équiper d'un armement moderne chez les Soviétiques et la subversion communiste pratiquée dans le monde. Dès avril 1955, le général Cailliès, inspecteur des forces pour l'Afrique du Nord, alerte le ministre de la Défense et le Président du Conseil sur les actions subversives: "Ce ne sont plus des soulèvements intérieurs spontanés, mais des agitations dirigées et entretenues par une action extérieure selon les procédés chers à la doctrine de la guerre froide soviétique et déjà appliqués en Indochine (. . .) Tant que l'Afrique française tient, la guerre est impossible à gagner par les Soviétiques. Le sort de la France et de l'Europe se joue actuellement en Afrique du Nord ainsi que l'avait annoncé Staline (?) lui-même."⁽⁷⁾ La thèse de la "conjuraison arabo-soviétique, cette nouvelle étape de la guerre froide qui vise spécialement les arrières africains de la défense européenne"⁽⁷⁾ est aussi avancée en 1955. Le but de l'URSS est clair: neutraliser de l'intérieur la plate-forme stratégique de l'Afrique du Nord et diviser les alliés occidentaux. Plus qu'à une intervention directe au Maghreb, les militaires français pensent que l'Union soviétique pourrait s'y introduire par l'intermédiaire d'Etats arabes comme l'Egypte dont "les ambitions

sur l'Afrique sont évidentes".⁽⁷⁾ Dans ces conditions, le panarabisme ou le nationalisme arabe dans sa version nassérienne sont bien des périls majeurs pour l'Occident. Cette théorie montre à quel point les états-majors français sont figés dans une notion de guerre froide datant du conflit coréen et éloignés des Américains qui entendent s'appuyer sur les nationalistes arabes modérés pour contrer l'activisme soviétique et l'expansion du communisme.

Au sein du gouvernement Mollet, figure un dernier personnage très acharné contre Nasser, le ministre socialiste des Affaires étrangères Christian Pineau, ancien résistant lui aussi, mais aussi ancien déporté et fidèle soutien d'Israël. Lors de son entretien au Caire avec Nasser le 14 mars 1956, celui-ci lui assure qu'il n'y a pas en Egypte de camps d'entraînement de cadres du FLN, lui donnant même sa parole d'honneur de soldat, chose que le ministre a le malheur de rendre publique devant l'Assemblée nationale le 23 mars suivant. Quinze jours après son retour à Paris, Christian Pineau reçoit des services de renseignements la preuve irréfutable de l'existence en Egypte de camps d'instruction à l'usage des Algériens. Dès ce moment, Nasser a définitivement perdu tout crédit auprès de Christian Pineau. Son attitude pendant la crise pourrait faire croire qu'il partage le point de vue de Bourguès-Maunoury et de Lacoste, mais il en publie lui-même le démenti dans ses mémoires sur Suez publiées vingt ans après les événements.

Voilà donc, à l'annonce de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez, la teneur des réactions à chaud des principaux acteurs politiques britanniques et français.

Il est à noter que la perception du régime égyptien et de la personnalité du colonel Nasser est identique dans les deux pays: régime dictatorial rappelant le fascisme et le nazisme et même réflexe de syndrome de Munich; il ne faut pas reproduire les erreurs coûteuses en vies humaines du passé. Pour les Français, on peut expliquer ce complexe par la succession de capitulations et de dérobades auxquelles la IV^e République a souscrit, outre-mer depuis les débuts de la guerre d'Indochine. Ce sont des échecs qui en se combinant avec ceux des Britanniques depuis la décolonisation de l'Inde représentent les échecs de la vieille Europe.

Quoi qu'il en soit, le 27 juillet 1956, à Londres comme à Paris, réunions interministérielles et conseils ministériels se succèdent fébrilement. Des conversations téléphoniques sont échangées entre Anthony Eden et Guy Mollet, des messages télégraphiques entre Anthony Eden et Eisenhower. Plan britannique: faire revenir Nasser sur sa décision, l'y contraindre *manu militari*. Une action militaire est aussitôt envisagée, réponse des généraux: impossible avant six semaines faute d'équipement adéquat. Plan français: constituer une sorte de consortium contrôlé par les Occidentaux, destiné à assurer le bon fonctionnement du canal et dont on imposerait l'existence à Nasser, *manu militari* si nécessaire. Les militaires français consultés répondent aussi qu'au moins six semaines sont nécessaires à la préparation d'une telle opération, à condition qu'elle soit menée conjointement avec les forces britanniques et à condition d'obtenir l'accord au moins tacite des Américains pour neutraliser dans une certaine mesure l'Union soviétique. La réponse d'Eisenhower arrive: "Une agression unilatérale, délibérée: le monde attend maintenant une réaction. Ce ne serait pas très difficile pour l'Occident de régler par la force cette affaire, mais ce serait un problème que de justifier aux yeux du monde une telle intervention". Autrement dit: on ne peut répondre à la force que par la légalité. Voilà qui est loin d'être encourageant . . .

Notes.

- (1) Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p. 92.
- (2) Cité par Georgette Elgey dans *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, p. 47.
- (3) *Le Monde* du 22 avril 1955 et *Paris Match* du 14 mai.
- (4) Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- (5) Henri Azeau, *Le piège de Suez*, Laffont, 1964.
- (6) Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- (7) Cité par Charles-Robert Ageron dans *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.

Références bibliographiques.

- Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Henri Azeau, *Le piège de Suez*, Laffont, 1964.
- Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982.
- André Beaufre, *L'expédition de Suez*, Grasset, 1967.
- Georgette Elgey, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997.
- Georgette Elgey, *Le gouvernement Guy Mollet et l'intervention*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Marc Ferro, 1956 *SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995.
- André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1963*, Fayard, Paris, 1965.
- Jean Lacouture, *Nasser*, Editions du Seuil, Paris, 1971.
- Jean et Simone Lacouture, *L'Égypte en mouvement*, Editions du Seuil, Paris, 1962.
- Pierre Milza, *La relève des impérialismes au Proche-Orient*, in "Dossier Suez", revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Christian Pineau, 1956 *Suez*, Laffont, Paris, 1976.
- Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance, 1952-1958*, Editions du Seuil, Paris, 1980.
- Jean-Pierre Rioux, *L'opinion publique ou "le lion vieilli et le coq déplumé"*, in "Dossier Suez", revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.
- Abel Thomas, *Comment Israël fut sauvé*, Albin Michel, Paris, 1978.
- Maurice Vaisse, *L'opération "Mousquetaire"*, in "Dossier Suez", revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Maurice Vaisse, *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.

(Received September 17, 2004)